

L'EXCELLENCE OU LA DÈCHE

Un chercheur vient de démissionner de l'Agence nationale de la recherche pour protester contre sa politique : concentration des financements entre les mains de quelques scientifiques, que dalle pour l'immense majorité.

Comme beaucoup de gens, les chercheurs en bavent. Mais comme ils sont discrets et pacifiques, ne bloquent pas les routes, n'incendient pas les préfectures et sont toujours pressés de retourner à leurs éprouvettes, on ne les entend guère. L'un d'eux vient pourtant de sortir du silence. Il s'appelle Patrick Petitjean, il est chercheur à l'Institut d'astrophysique de Paris et, jusqu'à tout récemment, il était aussi chargé d'évaluer les projets au sein de l'Agence nationale de la recherche (ANR), l'organisme qui attribue des financements aux laboratoires. Tâche délicate et cruelle par nature, mais désormais intolérable : sur 93 projets présentés à son comité de sélection, seuls 8 ont été retenus. Aussi peu d'élus, ça rime à quoi ? Dégoûté, Patrick Petitjean est sorti de l'ombre en publiant une lettre sur Twitter : « Avec un taux aussi bas, on ne réussit qu'à se gargariser hypocritement avec la soi-disant excellence des soi-disant meilleurs projets. [...] J'ai donc décidé de me désolidariser de toutes les activités de l'ANR. [...] Et je vous invite à faire de même. » Ce coming out est une grande première au sein de l'institution qui fait la pluie et le beau temps des labos.

Pour y voir clair, quelques précisions sur le financement de la recherche. Chaque équipe peut bénéficier d'un financement dit « récurrent », qui, contrairement à ce que sa dénomination laisse croire, n'est pas automatique mais dépend des publications des cinq dernières années. Cet argent permet d'acheter des stylos-billes, mais pas de développer des projets coûteux. En parallèle, il y a des financements « sur projets ». Chaque année, l'ANR lance des appels d'offres sur certains thèmes, du genre « les maladies neurodégénératives » ou « le réchauffement des océans ». Les labos font ensuite des dossiers qui sont examinés par des comités de chercheurs. Et c'est là que ça coince : toutes disciplines confondues, moins de 10% des projets présentés sont financés. C'est pourquoi Patrick Petitjean (qui présidait l'un des comités de sélection) a décidé de jeter publiquement l'éponge : « L'ANR ne joue pas le rôle d'une agence nationale, qui devrait être de dynamiser les recherches dans de nombreuses directions. »

À l'ultra-élitisme, il faut ajouter l'effet loterie. Les dossiers sont si nombreux qu'ils sont examinés par des jurys différents, qui leur attribuent des notes (oui, comme à l'école). Chaque jury ayant ses



propres critères d'appréciation, un dossier classé huitième par l'un d'eux peut très bien s'avérer meilleur que le second projet d'un autre jury. Si l'on regroupe tous les dossiers, le classement global est donc aléatoire. C'est pourtant là-dessus que se fonde l'ANR pour répartir la manne.

DU BOL À REVENDRE

Une autre injustice vient du cumul de certains projets dans l'air du temps, qui peuvent être sélectionnés par différents organismes (ANR, Europe région...). Ils auraient donc pu partager le gâteau sans être handicapés pour autant, tandis que d'autres, qui auraient pu se contenter de plus petites parts, tirent la langue devant une gamelle vide. « Nous avons demandé à l'ANR à avoir une visibilité là-dessus, mais cela ne nous a pas été accordé », rage Patrick Petitjean. Il estime aussi que les comités de sélection devraient avoir leur mot à dire sur la répartition des fonds, plutôt que de se limiter à classer les dossiers : ça leur permettrait de financer — même modestement — davantage de cher-

cheurs, plutôt que d'attribuer de grosses sommes à peu d'élus. « Mais l'ANR prétend que ce serait du saupoudrage », ajoute-t-il.

Cette politique budgétaire porte un nom : les « pôles d'excellence ». Le concept, ce serait de favoriser une recherche de qualité en concentrant les financements. Mais ne dites pas ça à Patrick Petitjean, ça le fait bondir : « Il ne faut pas tout miser sur l'excellence, car pour qu'un chercheur soit bon, il faut que cela bouillonne tout autour. Et puis qu'est-ce que cela signifie, l'excellence ? Les chercheurs qui sont recrutés sont tous déjà excellents, vu qu'ils ne sont que 10% à avoir un poste. »

À cela il faut ajouter la minceur de la cagnotte globale. Si le budget attribué à la recherche avait gonflé, la répartition serait déjà moins cruelle. « La France investit 0,8% dans la recherche publique. En Allemagne, par exemple, ce taux est de 0,9% : cela peut sembler peu, mais 0,1% du PIB, c'est beaucoup d'argent », déplore Patrick Lemaire, de l'association Science en marche. On pourrait croire que les choses se seraient améliorées avec François Hollande. Contrairement à Nicolas Sarkozy, qui méprisait ouvertement les chercheurs (« Je vous remercie d'être venu, il y a de la lumière, c'est chauffé... », leur disait-il dans un discours de 2009), l'actuel président les a mis à l'honneur en se rendant à l'Institut Curie le jour de son investiture... Beau symbole, mais question pépettes, rien n'a suivi : « Il y a eu un changement de discours en surface, mais pas d'amélioration dans le fond », regrette encore Patrick Lemaire.

En somme, la recherche scientifique est à l'image du reste de la société : une poignée de nantis d'un côté, la masse qui rame de l'autre. Cercle vicieux, de surcroît, car plus on a de fric, plus on a de chances d'en récolter (et inversement). Quant aux chercheurs qui n'ont pas reçu de financement de l'ANR, ils se démerdent avec des bouts de ficelle ou rejoignent des équipes mieux dotées. Mais la plupart consacrent leur temps à rédiger des dossiers pour espérer rejoindre le club des rares élus au prochain appel d'offres. De sorte que la principale activité du chercheur, toutes disciplines confondues, devient... la recherche de financement. Après ça, il faudrait avoir l'esprit tordu pour oser dire que les chercheurs sont payés à ne rien foutre. ■

SCIENCE OU LA DÉCÈ

ence nationale de la recherche pour protester contre sa politique : concentration des scientifiques, que dalle pour l'immense majorité.



propres critères d'appréciation, un dossier classé huitième par l'un d'eux peut très bien s'avérer meilleur que le second projet d'un autre jury. Si l'on regroupe tous les dossiers, le classement global est donc aléatoire. C'est pourtant là-dessus que se fonde l'ANR pour répartir la manne.

DU BOL À REVENDRE

Une autre injustice vient du cumul de certains projets dans l'air du temps, qui peuvent être sélectionnés par différents organismes (ANR, Europe région...). Ils auraient donc pu partager le gâteau sans être handicapés pour autant, tandis que d'autres, qui auraient pu se contenter de plus petites parts, tirent la langue devant une gamelle vide. « Nous avons demandé à l'ANR à avoir une visibilité là-dessus, mais cela ne nous a pas été accordé », raconte Patrick Petitjean. Il estime aussi que les comités de sélection devraient avoir leur mot à dire sur la répartition des fonds, plutôt que de se limiter à laisser les dossiers : ça leur permettrait de financer — même modestement — davantage de cher-

cheurs, plutôt que d'attribuer de grosses sommes à peu d'élus. « Mais l'ANR prétend que ce serait du saupoudrage », ajoute-t-il.

Cette politique budgétaire porte un nom : les « pôles d'excellence ». Le concept, ce serait de favoriser une recherche de qualité en concentrant les financements. Mais ne dites pas ça à Patrick Petitjean, ça le fait bondir : « Il ne faut pas tout miser sur l'excellence, car pour qu'un chercheur soit bon, il faut que cela bouillonne tout autour. Et puis qu'est-ce que cela signifie, l'excellence ? Les chercheurs qui sont recrutés sont tous déjà excellents, vu qu'ils ne sont que 10% à avoir un poste. »

A cela il faut ajouter la minceur de la cagnotte globale. Si le budget attribué à la recherche avait gonflé, la répartition serait déjà moins cruelle. « La France investit 0,8% dans la recherche publique. En Allemagne, par exemple, ce taux est de 0,9% : cela peut sembler peu, mais 0,1% du PIB, c'est beaucoup d'argent », déplore Patrick Lemaire, de l'association Science en marche. On pourrait croire que les choses se seraient améliorées avec François Hollande. Contrairement à Nicolas Sarkozy, qui méprisait ouvertement les chercheurs (« Je vous remercie d'être venu, il y a de la lumière, c'est chauffé... », leur disait-il dans un discours de 2009), l'actuel président les a mis à l'honneur en se rendant à l'Institut Curie le jour de son investiture... Beau symbole, mais question pépettes, rien n'a suivi : « Il y a eu un changement de discours en surface, mais pas d'amélioration dans le fond », regrette encore Patrick Lemaire.

En somme, la recherche scientifique est à l'image du reste de la société : une poignée de nantis d'un côté, la masse qui rame de l'autre. Cercle vicieux, de surcroît, car plus on a de fric, plus on a de chances d'en récolter (et inversement). Quant aux chercheurs qui n'ont pas reçu de financement de l'ANR, ils se démerdent avec des bouts de ficelle ou rejoignent des équipes mieux dotées. Mais la plupart consacrent leur temps à rédiger des dossiers pour espérer rejoindre le club des rares élus au prochain appel d'offres. De sorte que la principale activité du chercheur, toutes disciplines confondues, devient... la recherche de financement. Après ça, il faudrait avoir l'esprit tordu pour oser dire que les chercheurs sont payés à ne rien foutre. ■

L'EXCELLENCE OU LA DÈCHE

Un chercheur vient de démissionner de l'Agence nationale de la recherche pour protester contre sa politique : concentration des financements entre les mains de quelques scientifiques, que dalle pour l'immense majorité.

Comme beaucoup de gens, les chercheurs en bavent. Mais comme ils sont discrets et pacifiques, ne bloquent pas les routes, n'incendient pas les préfectures et sont toujours pressés de retourner à leurs éprouvettes, on ne les entend guère. L'un d'eux vient pourtant de sortir du silence. Il s'appelle Patrick Petitjean, il est chercheur à l'Institut d'astrophysique de Paris et, jusqu'à tout récemment, il était aussi chargé d'évaluer les projets au sein de l'Agence nationale de la recherche (ANR), l'organisme qui attribue des financements aux laboratoires. Tâche délicate et cruelle par nature, mais désormais intolérable : sur 93 projets présentés à son comité de sélection, seuls 8 ont été retenus. Aussi peu d'élus, ça rime à quoi ? Dégoûté, Patrick Petitjean est sorti de l'ombre en publiant une lettre sur Twitter : « Avec un taux aussi bas, on ne réussit qu'à se garantir hypocritement avec la soi-disant excellence des soi-disant meilleurs projets. [...] J'ai donc décidé de me désolidariser de toutes les activités de l'ANR. [...] Et je vous invite à faire de même. » Ce coming out est une grande première au sein de l'institution qui fait la pluie et le beau temps des labos.

Pour y voir clair, quelques précisions sur le financement de la recherche. Chaque équipe peut bénéficier d'un financement dit « récurrent », qui, contrairement à ce que sa dénomination laisse croire, n'est pas automatique mais dépend des publications des cinq dernières années. Cet argent permet d'acheter des stylos-billes, mais pas de développer des projets coûteux. En parallèle, il y a des financements « sur projets ». Chaque année, l'ANR lance des appels d'offres sur certains thèmes, du genre « les maladies neurodégénératives » ou « le réchauffement des océans ». Les labos font ensuite des dossiers qui sont examinés par des comités de chercheurs. Et c'est là que ça coince : toutes disciplines confondues, moins de 10 % des projets présentés sont financés. C'est pourquoi Patrick Petitjean (qui présidait l'un des comités de sélection) a décidé de jeter publiquement l'éponge : « L'ANR ne joue pas le rôle d'une agence nationale, qui devrait être de dynamiser les recherches dans de nombreuses directions. »



propres critères d'appréciation, un dossier classé huitième par l'un d'eux peut très bien s'avérer meilleur que le second projet d'un autre jury. Si l'on regroupe tous les dossiers, le classement global est donc aléatoire. C'est pourtant là-dessus que se fonde l'ANR pour répartir la manne.

DU BOL À REVENDRE

Une autre injustice vient du cumul de certains projets dans l'air du temps, qui peuvent être sélectionnés par différents organismes (ANR, Europe région...). Ils auraient donc pu partager le gâteau sans être handicapés pour autant, tandis que d'autres, qui auraient pu se contenter de plus petites parts, tirent la langue devant une gamelle vide. « Nous avons demandé à l'ANR à avoir une visibilité là-dessus, mais cela ne nous a pas été accordé », rage Patrick Petitjean. Il estime aussi que les comi-

cheurs, plutôt que d'attribuer de grosses sommes à peu d'élus. « Mais l'ANR prétend que ce serait du saupoudrage », ajoute-t-il.

Cette politique budgétaire porte un nom : les « pôles d'excellence ». Le concept, ce serait de favoriser une recherche de qualité en concentrant les financements. Mais ne dites pas ça à Patrick Petitjean, ça le fait bondir : « Il ne faut pas tout miser sur l'excellence, car pour qu'un chercheur soit bon, il faut que cela bouillonne tout autour. Et puis qu'est-ce que cela signifie, l'excellence ? Les chercheurs qui sont recrutés sont tous déjà excellents, vu qu'ils ne sont que 10 % à avoir un poste. »

A cela il faut ajouter la minceur de la cagnotte globale. Si le budget attribué à la recherche avait gonflé, la répartition serait déjà moins cruelle. « La France investit 0,8 % dans la recherche publique. En Allemagne, par exemple, ce taux est de 0,9 % : cela peut sembler peu, mais 0,1 % du PIB, c'est beaucoup d'argent », déplore Patrick Lemaire, de l'association Science en marche. On pourrait croire que les choses se seraient améliorées avec François Hollande. Contrairement à Nicolas Sarkozy, qui méprisait ouvertement les chercheurs (« Je vous remercie d'être venu, il y a de la lumière, c'est chauffé... », leur disait-il dans un discours de 2009), l'actuel président les a mis à l'honneur en se rendant à l'Institut Curie le jour de son investiture... Beau symbole, mais question pépettes, rien n'a suivi : « Il y a eu un changement de discours en surface, mais pas d'amélioration dans le fond », regrette encore Patrick Lemaire.

En somme, la recherche scientifique est à l'image du reste de la société : une poignée de nantis d'un côté, la masse qui rame de l'autre. Cercle vicieux, de surcroît, car plus on a de fric, plus on a de chances d'en récolter (et inversement). Quant aux chercheurs qui n'ont pas reçu de financement de l'ANR, ils se démerdent avec des bouts de ficelle ou rejoignent des équipes mieux dotées. Mais la plupart consacrent leur temps à rédiger des dossiers pour espérer rejoindre le club des rares élus au prochain appel d'offres. De sorte que la principale activité du chercheur, toutes